



**mission  
inclusion**

**Revue de presse  
1<sup>er</sup> au 15 avril 2023**



## Table des matières

<b>Mission inclusion</b> .....	<b>4</b>
<b>RIEN A SIGNALER</b>	<b>5</b>
<b>Champs d'action au Québec</b> .....	<b>6</b>
<b>Ligne d'écoute LGBTQ+ Un sursis pour la ligne de nuit d'Interligne</b>	<b>7</b>
La Presse – 1 <sup>er</sup> avril 2023 – web .....	7
La Presse+ - 2 avril 2023 - p. ACTUALITÉS_19 .....	7
<b>Québec lance une consultation publique sur la pauvreté</b>	<b>9</b>
Métro – 3 avril 2023 – web.....	9
<b>Constables et policiers du métro sous pression</b>	<b>10</b>
Radio-Canada – 5 avril 2023 – web .....	10
<b>Les villes réclament un chantier national pour vaincre l'itinérance</b>	<b>12</b>
Le Devoir – 6 avril 2023 – web .....	12
<b>L'itinérance vue par les enfants</b>	<b>14</b>
Le Devoir – 6 avril 2023 - p. A8 .....	14
<b>Le système de retraite laisse la moitié des aîné-es dans la pauvreté au Québec</b>	<b>17</b>
Pivot – 6 avril 2023 – web.....	17
<b>QS propose une Loi anti-gaspillage alimentaire pour les grands détaillants</b>	<b>20</b>
Métro – 6 avril 2023 – web.....	20
<b>Québec interpellé pour en faire plus pour intégrer des travailleurs handicapés</b>	<b>22</b>
La Presse Canadienne (via Le Soleil) – 8 avril 2023 – web .....	22
La Presse Canadienne (via GRANBY EXPRESS) – 8 avril 2023 – web .....	22
La Presse Canadienne (via Le Droit) – 8 avril 2023 – web .....	22
La Presse Canadienne (via Le QUOTIDIEN) – 8 avril 2023 – web.....	22
La Presse Canadienne (via Le Nouvelliste) – 8 avril 2023 – web .....	22
La Presse Canadienne (via La Voix de l'Est) – 8 avril 2023 – web.....	22
La Presse Canadienne (via La TRIBUNE) – 8 avril 2023 – web .....	22
La Presse Canadienne (via LE REFLET DU LAC) – 8 avril 2023 – web .....	22
<b>DOCUMENTAIRE : Voir «l'école autrement»</b>	<b>25</b>
Le Devoir – 11 avril 2023 - p. B8 .....	25
<b>Des changements pour les aînés d'aujourd'hui et ceux de demain</b>	<b>27</b>
Courrier Laval – 11 avril 2023 – web .....	27
<b>Logement et itinérance: Denis Trudel vient constater la situation à Trois-Rivières</b>	<b>28</b>
Le Nouvelliste – 12 avril 2023 – site web .....	28
<b>Pousser l'horticulture vers le haut</b>	<b>30</b>
Les Affaires – 12 avril 2023 – web.....	30
<b>Québec investit pour créer de nouvelles places en centre de répit pour personnes handicapées</b>	<b>32</b>
Le Devoir – 12 avril 2023 .....	32



<b>Ma famille, ma communauté : un programme pour éviter que les jeunes en difficulté soient déracinés</b>	<b>34</b>
CIMT/CHAU – 14 avril 2023 – web.....	34
<b>Nouveau campement d’itinérants sur l’avenue du Parc, une situation «inquiétante»</b>	<b>36</b>
Métro – 15 avril 2023 – web.....	36
<b>Champs d’action à l’international.....</b>	<b>39</b>
<b>Sécurité alimentaire au Burkina : « Si rien n’est fait, environ 3.351.000 personnes qui vont être dans des situations assez compliquées »</b>	<b>40</b>
Burkina 24 – 3 avril 2023 – web .....	40
<b>Sahel : près d'un million d'enfants exposés à la malnutrition en raison de l'insécurité</b>	<b>42</b>
TV5 Monde – 7 avril 2023 – site web .....	42
<b>Les céréales tirent les prix alimentaires à la baisse</b>	<b>43</b>
La France Agricole – 8 avril 2023 – site web.....	43
<b>Des milliers d'écoles restent encore fermées en Afrique</b>	<b>45</b>
DW – 11 avril 2023 – site web .....	45
<b>Actualité à surveiller.....</b>	<b>47</b>
<b>RIEN A SIGNALER</b>	<b>48</b>



**Mission inclusion**



**RIEN A SIGNALER**



**Champs d'action au Québec**



## Ligne d'écoute LGBTQ+ Un sursis pour la ligne de nuit d'Interligne

LA PRESSE – 1<sup>ER</sup> AVRIL 2023 – WEB

LA PRESSE+ - 2 AVRIL 2023 - P. ACTUALITÉS\_19

Par : Lila Dussault

<https://www.lapresse.ca/actualites/2023-04-01/ligne-d-ecoute-lgbtq/un-sursis-pour-la-ligne-de-nuit-d-interligne.php>

Le service de nuit de la ligne d'écoute LGBTQ+ Interligne pourra continuer de fonctionner pour quelque temps, grâce à des dons totalisant 98 000 \$. Le service menaçait de fermer le 31 mars. Selon le directeur de l'organisme, il ne s'agit toutefois que d'un « sursis », et ce coup de pouce ne remplacera pas une bonification du financement récurrent.

Le 31 mars n'a finalement pas marqué la dernière nuit du service nocturne d'Interligne, ligne d'écoute destinée aux personnes LGBTQ+ et à leur entourage.

Ce service disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, rejoint la population bilingue du Québec et francophone du Canada. En moyenne, 35 000 demandes d'aide sont faites à cette ligne d'écoute par année, dont le tiers des appels se font la nuit.

Une vaste collecte de fonds lancée pour sauver ce service a permis de recevoir 98 000 \$, a annoncé vendredi soir son directeur général, Pascal Vaillancourt. Cette somme permettra d'offrir un « sursis » au service, s'est-il réjoui en entrevue.

Cette collecte de fonds ne règle toutefois pas le problème de la récurrence du financement de l'organisme communautaire. En 2022-2023, l'organisme a reçu 362 534 \$, selon les informations du ministère de la Santé et des Services sociaux transmises à La Presse plus tôt cette semaine.

M. Vaillancourt estime avoir besoin de 300 000 \$ de plus pour pouvoir mener sa mission à bien. Le sous-financement chronique de l'organisation remonterait, selon lui, à la discrimination et au contexte défavorable aux communautés LGBTQ+ lors de la fondation de l'organisme dans les années 1980.

Des discussions ont été entamées avec la ministre responsable de la lutte contre l'homophobie et la transphobie, Martine Biron, a souligné M. Vaillancourt en entrevue. Aucune entente n'a toutefois été officialisée.

Du côté des services sociaux, le cabinet du ministre Lionel Carmant a avisé M. Vaillancourt que la demande d'Interligne était analysée de façon prioritaire.

Une communauté mobilisée

Interligne a lancé à la fin de l'automne une campagne de médiatisation et de collecte de fonds pour faire valoir sa position.

« Jamais on n'aurait pensé que la mobilisation de la communauté et du milieu corporatif aurait pu nous aider à prolonger notre ligne d'écoute de nuit, a souligné M. Vaillancourt dans un communiqué diffusé vendredi soir. Ça nous permet de gagner du temps, de continuer à sauver des vies pendant que l'on continue la discussion avec le gouvernement du Québec », a-t-il ajouté.



L'un des trois intervenants travaillant la nuit à Interligne devra toutefois quitter son poste, a indiqué M. Vaillancourt à La Presse. « On va maintenir un service minimum, pour durer en attendant des réponses du gouvernement », a-t-il expliqué.

[Retour à la table des matières](#)





## **Québec lance une consultation publique sur la pauvreté**

*MÉTRO – 3 AVRIL 2023 – WEB*

Par : Guillaume Ledoux

<https://journalmetro.com/actualites/montreal/3044997/quebec-lance-une-consultation-publique-sur-la-pauvrete/>

Du 17 avril au 30 juin, une consultation publique pour établir le prochain plan de lutte à la pauvreté sera organisée par le gouvernement du Québec, a déclaré la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire, Chantal Rouleau, en point de presse lundi.

La consultation sera d'abord effectuée en ligne où un sondage au sujet de la pauvreté sera accessible. Pendant la même période, il sera aussi possible pour «les organismes, les entreprises, les associations et tous les membres de la société civile de déposer un mémoire», affirme Mme Rouleau.

Pour le mois de juin seulement, des groupes de discussion «ciblant la population à faible revenu et les personnes qui se reconnaissent comme vivant en situation de pauvreté et d'exclusion sociale» seront mis en place pour récolter les témoignages des personnes directement affectées par les mesures du plan de lutte à la pauvreté. «La consultation publique constitue une occasion à saisir pour repenser la solidarité», croit Mme Rouleau.

[Retour à la table des matières](#)



## Constables et policiers du métro sous pression

RADIO-CANADA – 5 AVRIL 2023 – WEB

Par : Davide Gentile, Daniel Boily

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1969047/securite-metro-montreal-agression-itinerance-delinquance>

La pression n'a jamais été aussi forte sur les policiers, constables et intervenants psychosociaux pour rassurer les usagers du métro de Montréal devant la hausse de l'itinérance et de la délinquance.

Chaque jour, des dizaines de constables de la STM parcourent les stations de métro de Montréal afin d'intervenir auprès de personnes vulnérables.

Lors de notre passage dans le métro la semaine dernière, un duo de constables accompagné d'un intervenant psychosocial a multiplié les contacts auprès de personnes itinérantes.

Je vais me faire arrêter [...] je veux pas aller en prison, gémit un usager en pleurant.

Rapidement, le trio le rassure. Tu n'iras pas en prison parce que t'as dormi sur un banc, lui explique-t-on.

En marchant vers l'extérieur de la station Papineau, Michel raconte qu'il a pris du fentanyl.

En moins de 30 minutes, l'équipe lui aura trouvé un hébergement au refuge Guy-Favreau.

Tous les soirs, cet hébergement temporaire d'urgence accueille jusqu'à 85 personnes en situation d'itinérance.

Comme l'explique le constable de la STM Maxime Lambert, ce qui a changé avec la pandémie, c'est que l'itinérance et la toxicomanie ont augmenté considérablement.

Ce dernier intervient dans le métro depuis plus de 10 ans.

« En 2012, on se préoccupait principalement de la perception, du civisme [...] Aujourd'hui, ce sont principalement des gens intoxiqués, des gens en situation d'itinérance qui ont besoin d'aide sociale, et donc ça ne sert à rien de les marteler de constats d'infraction et de punitions. »

— Une citation de Maxime Lambert, constable dans le métro pour la STM

Ces dernières années, entre 6000 et 10 000 constats ont été distribués.

Son partenaire du jour en intervention psychosociale, Axel Sortet, établit généralement le premier contact auprès des itinérants.

Mon but est de proposer une solution immédiate, dit-il. Dans l'est, nos interventions sont plus fréquentes aux stations Beaudry, Papineau et Frontenac, précise-t-il, tandis qu'un autre collègue parcourt l'ouest du réseau de métro.



M. Sortet a immigré de Belgique il y a moins d'un an et travaille pour la Société de développement social de Ville-Marie.

Durant une courte pause à la station Berri-UQAM, une dame d'un certain âge ne se gêne pas pour apostropher le trio et dire à quel point c'est devenu épouvantable dans le métro. Regarde ma canne, j'ai le droit de me défendre, a-t-elle lancé.

Le nombre d'appels d'usagers et d'interventions est passé de 26 000 en 2019 à 42 000 l'an dernier, soit plus de 100 appels par jour.

La STM dispose d'une équipe d'environ 160 constables.

La répression parmi les solutions

Outre l'approche pacifique, des interventions plus musclées peuvent s'avérer nécessaires pour maîtriser un agresseur ou exercer une répression auprès de revendeurs de drogues.

En janvier, un collègue journaliste a été témoin d'une tentative d'agression au couteau à la station L'Assomption. Des passagers sont intervenus en attendant l'arrivée des policiers. Un cas qui n'est pas unique, comme en témoignent les réseaux sociaux.

Comme l'explique la cheffe de la section métro au SPVM, Joanne Matte, la répression à elle seule ne règle pas le problème, la prévention à elle seule ne règle pas le problème et la simple visibilité non plus; ça prend un mélange des trois.

Reste que depuis quelques années, le nombre de crimes violents augmente. Depuis la pandémie, on est en hausse d'année en année de 10 %, explique Mme Matte.

Comme leurs collègues constables de la STM, les policiers du SPVM regrettent que le réseau de la santé n'ait pas les outils pour héberger et traiter les itinérants aux prises avec des problèmes de santé mentale.

« Quand on les amène à l'urgence, le médecin aussi doit constater le danger grave et immédiat et souvent on se rend compte que la personne est libérée quelque temps plus tard, faute de place, ou peut-être parce que le médecin n'a pas observé les mêmes comportements de danger grave et immédiat. » - Une citation de Joanne Matte, cheffe de la section métro au SPVM

L'accès aux ressources en toxicomanie ou en hébergement les week-ends pose également un défi.

La mairesse Valérie Plante a répété aujourd'hui que la métropole souhaitait plus d'appui du réseau de la santé.

Ce qu'on constate dans le métro est le reflet de la vulnérabilité qui a augmenté dans la société en général, dit-elle. La mairesse estime que l'accès au logement est aussi un élément qui permettrait d'endiguer le problème de l'itinérance dans le métro.

La section métro du SPVM compte 115 agents armés.

[Retour à la table des matières](#)



## Les villes réclament un chantier national pour vaincre l'itinérance

LE DEVOIR – 6 AVRIL 2023 – WEB

Par : Sébastien Tanguay

<https://www.ledevoir.com/societe/788319/les-villes-reclament-un-chantier-national-pour-vaincre-l-itinerance>

Les villes du Québec réclament un chantier national pour mettre fin à l'itinérance, un dossier qui s'aggrave autant dans les petites que les grandes municipalités. Jeudi, une dizaine d'élus prenaient la parole, à Québec, pour réclamer l'aide du gouvernement, qui prend encore mal la mesure du fardeau que la pauvreté impose au monde municipal.

« Le statu quo est intenable, a souligné le maire de la capitale nationale, Bruno Marchand. La situation, si nous la maintenons telle quelle, mène juste à une détérioration des liens sociaux. »

Le point de presse avait lieu à Lauberivière, le plus grand refuge pour sans-abri de Québec. L'établissement, fondé il y a plus de 40 ans, a vu une hausse spectaculaire des besoins au cours des dernières années.

« Nous comptons 24 000 couchers en 2017, nous en comptons 43 500 l'an dernier. En six ans, ç'a augmenté de 75 % », a indiqué Éric Boulay, le directeur général de l'endroit. Derrière lui, une dizaine de maires et de mairesses, dont le président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), Daniel Côté, unissaient leurs voix à la sienne pour réclamer le renfort du gouvernement québécois. Les maires de Gatineau et de Laval n'ont pas pu être présents, retenus par le verglas qui mettait leur ville à mal.

Les municipalités avaient un message pour l'Assemblée nationale : elles doivent s'occuper d'itinérance de plus en plus, une responsabilité qu'elle a toutefois de moins en moins la capacité d'assumer. Les villes naviguent à l'aveugle, sans données ni décompte pour mesurer l'effet de leurs actions. Elles doivent, de plus, composer avec des budgets restreints face à une itinérance qui, elle, ne cesse de croître.

« Il est hors de question de baisser les bras, a affirmé le maire Marchand. Mais il est aussi hors de question d'agir seul. »

L'UMQ souhaite que le gouvernement fasse de la lutte contre l'itinérance une priorité nationale. Le maire de Québec interpelle directement le premier ministre François Legault : ce dernier « devrait en faire un projet de société ».

La Finlande, croit Bruno Marchand, nous montre « que ce n'est pas une fatalité, l'itinérance ». Fraîchement revenu d'une mission dans ce pays, l'élus de Québec applaudit l'approche finlandaise, qui a réussi à réduire de 18 000 à 4000 le nombre d'itinérants sur le territoire. Là ne s'arrête pas l'ambition finlandaise : le pays souhaite éliminer l'itinérance à l'horizon 2027.

« La Finlande est capable de calculer chaque année son nombre d'itinérants. Nous, certaines années nous avons un portrait, d'autres années, rien du tout. Il nous faut un portrait annuel : pour l'instant, il y a des gens de coeur qui s'investissent, mais sans données, nous sommes incapables de nous comparer, ni de savoir ce que nous pouvons faire de mieux. »



## Des engagements avant l'automne

Les maires et les mairesses ont rencontré jeudi matin le ministre responsable des Services sociaux, Lionel Carmant, pour lui faire part de leurs doléances. Le député de Taillon, a raconté la mairesse de Saint-Jean-sur-Richelieu, Andrée Bouchard, tombait des nues à l'écoute de leurs défis.

« Le ministre était très étonné des besoins qu'on évoquait et des réalités qu'on vivait, a indiqué l'élue de la Montérégie. Il a vraiment dit nommément : "Il reste de l'argent dans toutes les régions pour l'itinérance." Comment ça se fait qu'on ne l'a pas dans les milieux ? [...] C'est quand on est en état de crise, au moment où un service va fermer, que [le gouvernement] a l'air de trouver un fond de tiroir et qu'il nous le donne. On ne peut pas, a encore déploré Mme Bouchard, toujours être en train de quémander pour la population la plus vulnérable. »

Le gouvernement de François Legault avait lancé, en pleine pandémie, le plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026, doté d'une enveloppe de 280 millions de dollars. Dans celui-ci, le premier ministre reconnaissait l'aggravation du phénomène et promettait « de ne pas laisser tomber » les personnes itinérantes.

« Ce plan d'action se veut un véritable souffle », écrivait de son côté le ministre Carmant. À peine deux ans plus tard, les villes et le milieu communautaire ont déjà l'impression de perdre haleine.

L'UMQ a déjà mis en place un comité consacré à l'itinérance. Le 15 septembre prochain, l'Union organisera à Québec un sommet entièrement voué à cette question. Elle espère que d'ici là, le gouvernement aura pris des engagements fermes en matière de logement et d'itinérance.

« Ça ne peut pas être des réponses qui viennent dans un an, deux ans, trois ans », a indiqué Bruno Marchand, qui s'attend à ce que le gouvernement procède à des annonces avant le sommet prévu à la fin de l'été.

L'UMQ réclame notamment un fonds national pour pallier la pénurie de logements qui sévit et qui fait en sorte que des gens en voie de réinsertion se butent à des portes trop chères pour leurs revenus. La ministre de l'Habitation, France-Élaine Duranceau, a fait part de son « intérêt », a précisé le maire de Québec.

« Au-delà des humains qui souffrent, il y a aussi des arguments économiques. Il y a des chiffres belges qui disent qu'une personne en situation d'itinérance coûte 60 000 \$ à la société. Dès que nous sommes capables de lui trouver un logement, avant même qu'elle ait pu se réintégrer, nous sommes à 40 000 \$. Juste de permettre aux gens de se loger, a conclu Bruno Marchand, c'est moins coûteux pour la communauté. »

[Retour à la table des matières](#)



# L'itinérance vue par les enfants

LE DEVOIR – 6 AVRIL 2023 - P. A8

## ACTUALITÉS



Mélanie Cournoyer, l'une des animatrices de l'atelier de sensibilisation sur l'itinérance, fait la lecture de la case 144 de Notre-Prix et Océandre Després, afin d'ouvrir la discussion avec les enfants.

### SOCIÉTÉ

## L'itinérance vue par les enfants

À Québec, un organisme de Saint-Roch cherche à développer un outil pour aborder la question avec les plus jeunes qui côtoient souvent l'itinérance dans leur quartier, sans nécessairement la comprendre

ISABELLE PORTER  
à Québec

**C**onfronté à de nouvelles tensions locales liées à l'itinérance, un organisme de Saint-Roch tenait en fin de semaine un premier atelier pour enfants sur la question. Une expérience visant moins à les sensibiliser au phénomène qu'à savoir ce qu'ils en pensent. Pourquoi les sans-abris ont-ils des chiens ? Sont-ils à la rue parce qu'ils ont perdu leurs parents ? Vont-ils penser qu'on se moque d'eux si on leur sourit ? « Les enfants n'ont pas le filtre des adultes et n'ont pas souvent l'espace pour être entendus », remarque l'une des animatrices de l'atelier, Mélanie Cournoyer. « Ils ont beaucoup de réponses aux questions que, nous-mêmes, on peut se poser. » Lancée par l'organisme l'Engrenage, la discussion s'est déroulée samedi après-midi à la Maison des enfants de Saint-Roch.

Le local est situé à quelques portes de la Cheminée nocturne, un espace dédié à la culture et à la jeunesse. Les enfants ont été regroupés par âge, de 4 à 10 ans, et ont participé à une activité de sensibilisation. Les animatrices ont lu des histoires et des poèmes qui abordent la question de l'itinérance. Les enfants ont pu poser des questions et partager leurs idées.

« C'est comme ça que ça se passe », a dit un enfant. « Les adultes ne comprennent pas », a dit un autre. « Les chiens sont avec eux parce qu'ils sont seuls », a dit un troisième. Les enfants ont exprimé leurs idées et leurs questions. Les animatrices ont répondu à leurs questions et ont encouragé les enfants à continuer à réfléchir à la question.

« Les enfants ont beaucoup de choses à nous apprendre », a dit l'une des animatrices. « Ils ont une vision différente de la question de l'itinérance. Ils ont une empathie et une curiosité que nous, adultes, n'avons pas toujours. » Les animatrices ont remercié les enfants pour leur participation et ont promis de continuer à travailler sur ce projet.

« C'est important de parler de ça avec les enfants », a dit l'une des animatrices. « Ils ont besoin de savoir que ce n'est pas de leur faute. Ils ont besoin de savoir qu'ils ne sont pas seuls. » Les animatrices ont encouragé les enfants à continuer à réfléchir à la question et à partager leurs idées.

« Les enfants ont beaucoup de choses à nous apprendre », a dit l'une des animatrices. « Ils ont une vision différente de la question de l'itinérance. Ils ont une empathie et une curiosité que nous, adultes, n'avons pas toujours. » Les animatrices ont remercié les enfants pour leur participation et ont promis de continuer à travailler sur ce projet.

« C'est important de parler de ça avec les enfants », a dit l'une des animatrices. « Ils ont besoin de savoir que ce n'est pas de leur faute. Ils ont besoin de savoir qu'ils ne sont pas seuls. » Les animatrices ont encouragé les enfants à continuer à réfléchir à la question et à partager leurs idées.

« Les enfants ont beaucoup de choses à nous apprendre », a dit l'une des animatrices. « Ils ont une vision différente de la question de l'itinérance. Ils ont une empathie et une curiosité que nous, adultes, n'avons pas toujours. » Les animatrices ont remercié les enfants pour leur participation et ont promis de continuer à travailler sur ce projet.

**LE DEVOIR** 100, rue Saint-Jacques, Québec, QC G1R 4K5. Téléphone: (418) 528-2121. Site web: ledevoir.com

<b>ÉDITIONS</b>	<b>ABONNEMENTS</b>	<b>PRÉCISÉ</b>	<b>ANNONCES</b>
Québec	1 an: 120 \$	1000-363-6222	514-381-1111
Montréal	1 an: 120 \$	514-381-1111	514-381-1111
Ottawa	1 an: 120 \$	613-822-1111	613-822-1111
Calgary	1 an: 120 \$	403-243-1111	403-243-1111
Edmonton	1 an: 120 \$	780-462-1111	780-462-1111
Winnipeg	1 an: 120 \$	204-944-1111	204-944-1111
Saskatoon	1 an: 120 \$	306-975-1111	306-975-1111
Regina	1 an: 120 \$	306-975-1111	306-975-1111
Sherbrooke	1 an: 120 \$	332-333-1111	332-333-1111
Longueuil	1 an: 120 \$	454-454-1111	454-454-1111
Granby	1 an: 120 \$	820-820-1111	820-820-1111
Shawmut	1 an: 120 \$	506-476-1111	506-476-1111
St-Jovite	1 an: 120 \$	454-454-1111	454-454-1111
St-Hubert	1 an: 120 \$	454-454-1111	454-454-1111
St-Basile-le-Grand	1 an: 120 \$	454-454-1111	454-454-1111
St-Georges	1 an: 120 \$	454-454-1111	454-454-1111
St-Jovite	1 an: 120 \$	454-454-1111	454-454-1111
St-Hubert	1 an: 120 \$	454-454-1111	454-454-1111
St-Basile-le-Grand	1 an: 120 \$	454-454-1111	454-454-1111
St-Georges	1 an: 120 \$	454-454-1111	454-454-1111

À Québec, un organisme de Saint-Roch cherche à développer un outil pour aborder la question avec les plus jeunes qui côtoient souvent l'itinérance dans leur quartier, sans nécessairement la comprendre

PAR : ISABELLE PORTER

Confronté à de nouvelles tensions locales liées à l'itinérance, un organisme du quartier Saint-Roch tenait en fin de semaine un premier atelier pour enfants sur la question. Une expérience visant moins à les sensibiliser au phénomène qu'à savoir ce qu'ils en pensent. Pourquoi les sans-abris ont-ils des chiens ? Sont-ils à la rue parce qu'ils ont perdu leurs parents ? Vont-ils penser qu'on se moque d'eux si on leur sourit ? « Les enfants n'ont pas le filtre des adultes et n'ont pas souvent l'espace pour être entendus », remarque l'une des animatrices de l'atelier, Mélanie Cournoyer. « Ils ont beaucoup de réponses aux questions que, nous-mêmes, on peut se poser. » Lancée par l'organisme l'Engrenage, la discussion s'est déroulée samedi après-midi à la Maison des enfants de Saint-Roch. Le local est situé à quelques portes de la Cheminée nocturne,



qui a accueilli les sans-abri toutes les nuits de cet hiver. La semaine, on y donne de l'aide aux devoirs; la fin de semaine, on y organise des activités extérieures, comme cette visite à la cabane à sucre prévue la semaine prochaine.

L'Engrenage, qui organise des activités de dialogue autour du thème de l'itinérance dans le quartier, les visitait samedi dans le but de développer un outil d'animation pour enfants sur ce thème délicat.

Alors qu'une désagréable pluie d'hiver tombait dehors, le débordement de couleurs à l'intérieur offrait un contraste bienvenu. Des couleurs issues des décorations et de 1001 poissons d'avril, mais aussi des robes aux tissus africains éclatants de certaines fillettes, la moitié des enfants étant originaires d'anciennes colonies françaises comme le Cameroun et le Tchad.

Une diversité qui a donné lieu à la première surprise de l'activité. Alors que l'animatrice leur demandait comment s'appelaient les gens «qui n'ont pas de maison», les enfants d'origine africaine se sont écriés en chœur «des SDF!». Quand elle leur a demandé ce que ça voulait dire, Saleh, 9 ans, a répondu «pauvre». «À côté de notre appartement, il y a des magasins et des gens comme des SDF qui jouent de la guitare des fois», a ajouté Ange, 10 ans. «Quand je vois quelqu'un qui n'a pas de maison, ça me rend triste», a quant à lui glissé Clément, 6 ans.

La case 144 Afin de briser la glace, Mélanie avait d'abord fait la lecture à voix haute du livre La case 144, de Nadine Poirier et Geneviève Després, paru en 2019.

Cet ouvrage illustré relate le parcours de Léa, une petite fille qui fait la rencontre d'un sans-abri alors qu'elle joue à la marelle. Au départ, elle croit qu'il s'agit d'un génie, comme dans le conte d'Aladin. Le vêtement sur lequel il est assis serait alors un tapis magique; et la tasse devant lui, une lampe merveilleuse. Elle découvre plus tard que la réalité est plus sinistre. Mélanie poursuit la lecture: «Pourquoi ne possédait-il qu'un morceau de trottoir alors qu'elle se sentait chez elle partout?» Assemblés autour d'une table, les enfants écoutent avec plus ou moins d'attention: l'une manipule sans relâche un cube Rubik pour rester concentrée; une autre, de la «pâte élastique». Lorsque Mélanie leur demande de quoi parle le livre, les petits hésitent. Puis Clément lui chuchote à l'oreille que «c'est comme l'autre fois quand on avait vu le monsieur qui était couché dans la rue». Pour les enfants du quartier, l'itinérance est une réalité familière, faisait remarquer plus tôt une autre éducatrice, Camille Pilote. «Ils ne savent pas c'est quoi, même s'ils la côtoient.» L'été dernier, relate-t-elle, la Maison des enfants de Saint-Roch a tenu un comptoir à limonade devant le parvis de l'église Saint-Roch. Les passants ont eu toutes sortes de réactions. Plusieurs étaient ravis et sont venus se faire servir à répétition, mais une femme s'est mise à crier et les enfants voulaient «savoir pourquoi». «On en parle pour qu'ils se sentent plus à l'aise dans leur quartier. Après, ils auront moins peur quand on fait des marches.» Prendre le pouls «Moi, je me mets à leur place et je me sens comme triste», laisse tomber Évelyne, 7 ans, d'une toute petite voix. «Oui», renchérit un autre enfant.

Ils sont plusieurs à lever la main quand une autre animatrice leur demande ce qu'on pourrait faire pour les aider. «On pourrait leur donner de la nourriture, des amis, une maison. Ben, s'ils veulent...» dit l'une des grandes. Ambitieuse, Gloria parle de «partir une fondation pour SDF». Saleh, lui, a suggéré d'ouvrir un immeuble «où il y aura plein de lits». De leur donner des sous, mais «sans les cigarettes». «Est-ce qu'on va faire le truc ou on va juste en parler?» demande Évelyne d'un ton craintif. Plus tard, la jeune Aisha se demande «pourquoi les sans-abri ont des chiens». L'animatrice de l'Engrenage, Trycia, lui répond que ces gens-là avaient peut-être «une maison où il y avait un chien» avant de vivre dans la rue. Saleh dit que les animaux, «ça permet



de se sentir mieux»; comme lui, quand il s'ennuie de sa maman. Ange suggère que les gens vivent peut-être dans la rue «parce que leurs parents sont décédés». L'une des animatrices demande si ça peut leur faire plaisir qu'on leur dise bonjour ou qu'on leur sourie. Les enfants hésitent. «Parfois, ils peuvent penser qu'on se moque d'eux», lance une autre enfant nommée Ange.

La discussion va finalement prendre fin sans conclusion, les enfants étant de plus en plus pressés de retourner à leurs mangas, aux poupées Barbie en robe de papier essuie-tout et aux poissons d'avril. Mélanie prévoit quand même de relancer l'échange lors d'une autre activité la semaine prochaine.

Dans un premier bilan de cette rencontre, les animatrices ont relevé que les enfants étaient réticents à s'ouvrir sur leurs émotions face à l'itinérance, mais qu'ils étaient moins nombreux qu'on pourrait le croire à manifester de la peur à l'endroit des sans-abri. «J'ai l'impression que la peur, ça vient des adultes. Les jeunes perçoivent les itinérants comme des gens qui n'ont pas de toit, de maison», note Trycia Laroche, stagiaire à l'Engrenage. «Ils n'ont pas parlé — à part une seule fois — de personnes en crise.»Des thèmes qu'elles envisagent de creuser davantage lors de prochaines rencontres.

L'Engrenage souhaite développer son «propre outil jeunesse» pour la population du quartier. «C'est souvent soulevé que les parents ne savent pas trop quoi dire à leurs enfants là-dessus», note Annie Mathieu, également de l'Engrenage. «On en est aux balbutiements pour développer du contenu», renchérit Trycia.

À QUÉBEC LE DEVOIR Quand je vois quelqu'un qui n'a pas de maison, ça me rend triste  
CLÉMENT, 6 ANS »

[Retour à la table des matières](#)





## **Le système de retraite laisse la moitié des ainé-es dans la pauvreté au Québec**

PIVOT – 6 AVRIL 2023 – WEB

Par : Francis Hébert-Bernier

<https://pivot.quebec/2023/04/06/le-systeme-de-retraite-laisse-la-moitie-des-ainees-dans-la-pauvrete-au-quebec/>

Les employeurs québécois n'en font pas assez pour assurer que leurs employé-es aient un niveau de vie décent à la retraite, selon une nouvelle étude.

Un nombre inquiétant de retraité-es québécois-es n'arrivent pas à atteindre un niveau de revenu viable et ainsi à se sortir de la pauvreté, selon une nouvelle étude de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS). Ses auteur-es suggèrent de forcer les entreprises à contribuer davantage à la retraite de leurs employé-es pour régler une partie du problème.

Au Québec, 53 % des personnes de 65 ans et plus vivant seules n'atteignent pas un niveau de revenu viable leur permettant de se maintenir en dehors de la pauvreté, rapporte l'étude de l'IRIS. Chez les personnes vivant en couple, ce sont 18 % des personnes qui se retrouvent dans la même situation d'après l'analyse.

Ces résultats viennent corroborer une étude précédente qui déterminait qu'environ la moitié des personnes âgées ne disposaient pas d'un revenu viable.

C'est que les programmes publics gouvernementaux comme la pension de Sécurité de vieillesse (PSV), le Supplément de revenu garanti (SRG) et le Régime des rentes du Québec (RRQ) permettent aux retraité-es québécois-es de couvrir leurs besoins de base, mais pas de sortir de la pauvreté, explique Eve-Lyne Couturier, coauteure de l'étude.

« Les régimes publics permettent aux gens de survivre, mais sans plus », observe le président de l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), Pierre Lynch. « À un moment donné, les gens ont besoin de plus que simplement survivre. Nous sommes un des sept pays les plus riches du monde, on devrait être capable de fournir des retraites décentes. »

### L'inégalité devant l'épargne

Le régime de pension québécois prévoit que les retraité-es pourront compter sur des économies réalisées durant leurs années de travail pour ajouter à leur revenu durant leur retraite. Or, l'accès à l'épargne est loin d'être généralisé dans la province, rapporte l'étude.

En fait, seules les personnes disposant des revenus les plus élevés, ainsi que les travailleur-euses ayant accès à un fonds de pension auquel contribuent leurs employeurs, réussissent à épargner suffisamment pour atteindre un niveau de revenu suffisant pour leur retraite, observe Eve-Lyne Couturier.

Ce type de fonds de pension est toutefois devenu de plus en plus rare en dehors du secteur public et des milieux syndiqués depuis le dernier quart du 20<sup>e</sup> siècle. Cela expliquerait en partie la précarité de nombreux-ses ainé-es, selon l'analyse.

« Les régimes publics permettent aux gens de survivre, mais sans plus. » Pierre Lynch, AQDR



Si bien qu'en 2021, ce ne sont que le quart des personnes gagnant 30 000 \$ et moins par année qui ont pu contribuer à un fonds d'épargne enregistré. Pendant ce temps, la quasi-totalité (94 %) des gens gagnant plus de 250 000 \$ l'a fait, rapporte l'étude.

« Les données montrent qu'à partir d'un certain seuil de revenu, les personnes les plus riches ont tendance à avoir des REER, des CELI, un fonds de pension, une ou même deux maisons, alors que les travailleur·euses au salaire minimum n'ont rien de tout ça », explique Mme Couturier.

#### L'échec des RVER

Le gouvernement du Québec a bien tenté de pallier la tendance en 2013 en créant les régimes volontaires d'épargne retraite (RVER), un programme qui oblige les compagnies de plus de cinq employé·es à leur offrir des régimes de retraite.

« On a juste mis en place des structures pour déresponsabiliser les employeurs et laisser le fardeau à la responsabilité individuelle. » Eve-Lyne Couturier, IRIS

Mais cela n'a pas changé la tendance, observe Eve-Lyne Couturier. Selon elle, la majorité des régimes ainsi mis en place sont de mauvaise qualité, car ce sont des régimes individuels, soumis aux règles du marché et où les employeurs ne cotisent généralement pas. Ils ont donc un rendement bien inférieur aux fonds de pension des grandes entreprises syndiquées ou du secteur public.

« On a juste mis en place des structures pour déresponsabiliser les employeurs et laisser le fardeau à la responsabilité individuelle », remarque Eve-Lyne Couturier.

#### Un régime mutuel inter-employeur

Devant cette situation, l'IRIS propose donc de remplacer les RVER par un nouveau régime qui permettrait à la fois d'assurer une retraite adéquate à la majorité des travailleur·euses, mais aussi de faciliter le transfert de celui-ci d'un employeur à l'autre. Un tel programme forcerait les employeurs à contribuer une partie des sommes et pourrait être géré par un organisme indépendant tel que la Caisse de dépôt et placement pour en assurer une saine gestion.

« La force d'un régime de retraite de qualité, c'est la mutualisation, c'est de mettre ensemble des jeunes, des vieux, des gens qui vont travailler encore longtemps et des gens à la retraite et tout le monde ensemble, on est capable de garantir des revenus. C'est impossible d'y arriver avec juste une entreprise de cinq employé·es, mais en mettant les entreprises ensemble, on y arriverait, » résume la chercheuse.

Une telle solution est d'ailleurs en vigueur au Danemark, un des pays dans le monde qui offre un des meilleurs niveaux de revenu et un des taux d'inégalités entre retraité·es les plus faibles au monde, relève l'IRIS.

#### Ne pas oublier les plus vulnérables

Du côté de l'AQDR, on accueillerait bien sûr une telle mesure avec enthousiasme, mais Pierre Lynch rappelle qu'elle ne ferait que très peu pour les gens déjà à la retraite, ainsi que pour les nombreuses personnes qui n'ont pas pu travailler toute leur vie – souvent des femmes. En effet, avec un tel régime de retraite, même mutualisé, les sommes accumulées demeurent liées au salaire gagné et au nombre d'années travaillées.



« L'enjeu, c'est de pouvoir offrir une retraite digne, entre autres à des gens qui ont travaillé toute leur vie au salaire minimum. »

Pierre Lynch

C'est pourquoi l'association préconise aussi d'utiliser des mesures fiscales ciblées pour venir en aide rapidement aux personnes qui en ont le plus besoin. Celles-ci doivent toutefois être « régressives » pour être efficaces, soit diminuer progressivement en fonction du revenu, remarque Pierre Lynch.

« L'enjeu, c'est de pouvoir offrir une retraite digne, entre autres à des gens qui ont travaillé toute leur vie au salaire minimum », souligne-t-il. « On a tous profité des bas salaires [de ces travailleur·euses] : tout le monde a acheté des biens à des coûts moindres que s'ils avaient été syndiqués et avaient eu des salaires supérieurs. Au moment où ils arrivent à la retraite, il faut retourner l'ascenseur », conclut-il.

[Retour à la table des matières](#)



## **QS propose une Loi anti-gaspillage alimentaire pour les grands détaillants**

MÉTRO – 6 AVRIL 2023 – WEB

Par : Jean Numa Goudou

Québec solidaire propose d'adopter une Loi qui obligerait les grands détaillants à donner leurs produits invendus à des organismes communautaires au lieu de le jeter à la poubelle, alors que 1,2 million de tonnes d'aliments sont gaspillées chaque année au Québec. C'est un scandale, selon Québec solidaire (QS).

La députée de Verdun et responsable de QS en matière d'Agriculture et d'Alimentation, Alejandra Zaga Mendez, propose le projet de loi 393 pour lutter contre ce gaspillage alimentaire. Cette Loi pourrait aider à réduire au Québec de 50 % des denrées invendues d'ici 2030, selon les calculs du parti.

C'est une enquête du quotidien Le Soleil concernant «des milliers de contenants recyclables encore pleins qui a encouragé le parti d'opposition à travailler sur ce projet de loi. «C'est inacceptable que des entreprises remplissent leurs poubelles de denrées alimentaires invendues pendant que des milliers de Québécois vivent avec le ventre vide», s'emporte la députée Zaga Mendez.

Peu de chance

La loi 393 obligerait notamment les grandes entreprises de transformation, de distribution et de détail de produits alimentaires à conclure des ententes de réduction du gaspillage des produits invendus avec des organismes reconnus. Les plus petites entreprises pourraient être exemptées ou accompagnées par le gouvernement du Québec.

La CAQ, majoritaire à l'Assemblée nationale, va-t-elle donner suite à la démarche de QS? La députée de Verdun émet un doute, dans la mesure où, «de façon générale, les propositions de loi qui viennent des partis d'opposition sont tablettées», admet-elle en entrevue avec Métro.

Lorsque j'ai interpellé le ministre de l'Environnement, Benoit Charrette, sur la question, il disait qu'il était préoccupé et même fâché. Il connaissait le problème et je lui ai tendu la main.

Alejandra Zaga Mendez, députée solidaire de Verdun

Elle déplore malgré tout qu'on soit «encore dans des mesures d'accompagnement, alors que si on avait une loi on ne serait là aujourd'hui». «On doit le faire pour la planète et dans un esprit de sécurité alimentaire», plaide la députée de Verdun.

Même sans loi, certains détaillants le font

Alors que 15% des aliments au Québec finissent par être gaspillés alors qu'ils pourraient être encore consommés, des organismes communautaires dans des quartiers pauvres peinent à s'en sortir. L'organisme Les Fourchettes de l'espoir, à Montréal-Nord, fait surtout dans la transformation alimentaire et pourrait préparer de bons plats avec ses invendus des grands détaillants. Selon leur bon vouloir, ces derniers donnent parfois un peu de leur surplus.



«Ce ne sont pas des ententes officielles, mais lorsqu'ils ont des surplus, ils nous appellent», confirme Brunilda Reyes, directrice des Fourchettes. «Ça dépend de la période, mais maintenant, avec l'inflation, c'est moins. Car, ils contrôlent mieux leur inventaire et leur surplus.»

Dans Saint-Michel, un autre quartier où les gens ont plus de peine à lutter contre l'inflation, quelques entreprises font parfois des dons au Centre Lassalien. Mais il faut être insistant. «C'est du cas par cas», souligne Paul Evra responsable du Centre. «Il faut faire du démarchage, il faut aller les chercher, sinon ils ne le feront pas».

On évalue à près de 40% les déchets alimentaires qui pourraient servir à nourrir la population au lieu de moisir dans des bennes à ordures.

[Retour à la table des matières](#)



## **Québec interpellé pour en faire plus pour intégrer des travailleurs handicapés**

LA PRESSE CANADIENNE (VIA LE SOLEIL) – 8 AVRIL 2023 – WEB  
LA PRESSE CANADIENNE (VIA GRANBY EXPRESS) – 8 AVRIL 2023 – WEB  
LA PRESSE CANADIENNE (VIA LE DROIT) – 8 AVRIL 2023 – WEB  
LA PRESSE CANADIENNE (VIA LE QUOTIDIEN) – 8 AVRIL 2023 – WEB  
LA PRESSE CANADIENNE (VIA LE NOUVELLISTE) – 8 AVRIL 2023 – WEB  
LA PRESSE CANADIENNE (VIA LA VOIX DE L'EST) – 8 AVRIL 2023 – WEB  
LA PRESSE CANADIENNE (VIA LA TRIBUNE) – 8 AVRIL 2023 – WEB  
LA PRESSE CANADIENNE (VIA LE REFLET DU LAC) – 8 AVRIL 2023 – WEB

Par : Marie-Ève Martel

<https://www.lesoleil.com/2023/04/08/quebec-interpelle-pour-en-faire-plus-pour-integrer-des-travailleurs-handicapes-f521f4c4ce4a1b3d1249f720ede306bb>

<https://www.granbyexpress.com/nouvelles-nationales/quebec-interpelle-pour-en-faire-plus-pour-integrer-des-travailleurs-handicapes/>

<https://www.ledroit.com/2023/04/08/quebec-interpelle-pour-en-faire-plus-pour-integrer-des-travailleurs-handicapes-f521f4c4ce4a1b3d1249f720ede306bb>

<https://www.lequotidien.com/2023/04/08/quebec-interpelle-pour-en-faire-plus-pour-integrer-des-travailleurs-handicapes-f521f4c4ce4a1b3d1249f720ede306bb>

<https://www.lenouvelliste.ca/2023/04/08/quebec-interpelle-pour-en-faire-plus-pour-integrer-des-travailleurs-handicapes-f521f4c4ce4a1b3d1249f720ede306bb?nor=true>

<https://www.lavoixdelest.ca/2023/04/08/quebec-interpelle-pour-en-faire-plus-pour-integrer-des-travailleurs-handicapes-f521f4c4ce4a1b3d1249f720ede306bb>

<https://www.latribune.ca/2023/04/08/quebec-interpelle-pour-en-faire-plus-pour-integrer-des-travailleurs-handicapes-f521f4c4ce4a1b3d1249f720ede306bb>

<https://www.lerefletdulac.com/nouvelles-nationales/quebec-interpelle-pour-en-faire-plus-pour-integrer-des-travailleurs-handicapes/>

MONTRÉAL - Au bout du fil, le courroux de Stéphane Thériault est perceptible: le directeur général du Conseil québécois des entreprises adaptées (CQEA) estime que la simple indexation de l'enveloppe du Programme de subventions aux entreprises adaptées (PSEA), dont le budget est de 122,3 millions \$ pour 2023-2024, ne permettra pas la création de nouveaux emplois.

« Normalement, les entreprises ont la possibilité d'ouvrir des postes temporaires, notamment quand survient une possibilité de développement d'affaires ou un nouveau contrat. On a habituellement la flexibilité de pouvoir embaucher », explique M. Thériault.

« Malheureusement, dans la mouture du programme qui nous a été présentée pour la prochaine année, cette possibilité est rayée de la carte. Le programme est gelé, le programme est sur pause pour la prochaine année. Il n'y a aucune possibilité d'embauche pour les entreprises adaptées », martèle-t-il.

Cela s'explique entre autres par l'augmentation du salaire minimum, qui accapare une grande part des sommes allouées. Ce faisant, les opportunités de soutenir des entreprises dans l'accueil de travailleurs handicapés sont réduites, soutient le directeur.

Le PSEA paie l'équivalent du salaire minimum de chaque candidat, de même que certaines adaptations nécessaires à son intégration dans son milieu de travail, comme le réaménagement d'un bureau ou l'embauche d'un travailleur social ou d'un éducateur spécialisé. L'employeur débourse pour sa part la différence entre le salaire minimum et celui consenti à l'employé.



## Déplafonnement

Trente-sept entreprises membres du CQEA emploient annuellement près de 3900 personnes avec divers handicaps.

M. Thériault souhaite le déplafonnement du PSEA, afin de « permettre à toutes les personnes handicapées du Québec d'obtenir un emploi, si elles le désirent, et ainsi donner une chance égale à tout le monde d'avoir accès à un emploi, ici, au Québec ».

Du côté du cabinet de la ministre de l'Emploi, Kateri Champagne Jourdain, on assure avoir l'enjeu à coeur, mais on s'explique mal la réaction de M. Thériault.

« L'inclusion des personnes éloignées du marché du travail est une priorité de la ministre. [...] En toute franchise, nous ne comprenons pas la sortie du CQEA. Pour notre gouvernement, c'est très clair qu'on souhaite continuer à soutenir les entreprises adaptées et les personnes en situation de handicap à intégrer le marché du travail », a fait savoir par courriel l'attachée de presse de la ministre, Bénédicte Trotter Lavoie.

Le PSEA a permis la création de 225 postes adaptés en quatre ans, soutient le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Du nombre, 46 % seraient vacants. « Malgré tout, le ministère continue de rendre les sommes disponibles afin de soutenir l'intégration en emploi des personnes handicapées », indique-t-on dans un communiqué.

M. Thériault explique ces vacances par le fait que ces sommes sont mal réparties entre les régions, car on ne tient pas compte des besoins réels observés sur le terrain. Cela « a pour effet pervers de limiter le nombre de postes à pourvoir ». Ainsi, dans une région où le nombre d'emplois adaptés subventionnés est inférieur au nombre de candidats pouvant les occuper, ceux qui « n'auront pas la chance d'être au bon endroit au bon moment » se verront privés d'une opportunité leur permettant de devenir un citoyen actif.

## Un citoyen avant un travailleur

Stephan Marcoux, fondateur et directeur de l'entreprise d'économie sociale et d'insertion socioprofessionnelle Pleins Rayons, croit pour sa part que la véritable intégration des travailleurs avec un handicap ne passe pas nécessairement par les entreprises adaptées.

« Au contraire, c'est encore une forme de ségrégation que de les placer dans des milieux de travail où ils se ramassent tous ensemble, note l'entrepreneur de Cowansville. Il serait important que l'on commence à avoir une discussion honnête sur le rôle et de l'embauche des personnes en situation de handicap au Québec. »

Pleins Rayons offre actuellement 18 plateaux de travail en économie sociale pour de jeunes adultes trisomiques ou vivant avec une déficience intellectuelle.

En sept ans d'existence, l'organisation a réussi à placer 81 de ses protégés en emploi. L'expérience s'est avérée fructueuse pour 77 d'entre eux, qui occupent toujours leur poste aujourd'hui.



Le tout, sans le moindre financement gouvernemental, qui permettrait cependant à Pleins Rayons d'aider encore plus de futurs travailleurs et d'exporter sa formule au-delà des frontières de Brome-Missisquoi, indique M. Marcoux.

« La véritable inclusion, c'est d'offrir à ces gens-là une vraie formation en fonction de leurs rêves et de les placer dans une situation d'emploi qui se rapproche de leurs ambitions, relate-t-il. Tout au long du processus, on les accompagne, et on leur offre du soutien par la suite. Et ces personnes-là deviennent aussi des aidantes au lieu d'être seulement des aidées. »

C'est ainsi que ce bassin de candidats différents pourra trouver sa place et contribuer réellement à la société. « Ce que ces gens-là veulent, c'est vivre comme les autres, se sentir utiles, mentionne M. Marcoux. On peut-tu les considérer comme des citoyens? Déjà, avec un sens de la citoyenneté, tout devient possible. »

Un rapport du Vérificateur général déposé en novembre 2020 relevait un manque de leadership « pour assurer la coordination des services nécessaires à l'intégration en emploi des jeunes personnes handicapées, ce qui compromet la progression de certains jeunes vers le marché de l'emploi ». La coordination des services entre les différents ministères impliqués était jugée « insuffisante » et nuisait à la cohérence des services offerts, dont certains n'étaient « pas clairement définis » et « rarement évalués ».

Des statistiques compilées à partir des rapports annuels des entreprises adaptées indiquaient en outre que « moins de 4 % des personnes handicapées admises en entreprise adaptée ont quitté leur emploi pour un emploi standard chaque année de 2006 à 2019 ».

[Retour à la table des matières](#)







«Il n'y a pas de volonté politique pour réellement avoir une réflexion en profondeur sur le système d'éducation. Ils font juste patcher les problèmes, sans résoudre le fond, lance Érik Cimon. L'intention du film est que ça inspire les gens, les profs et les autres personnes du milieu pour faire les choses différemment et pour l'exiger du gouvernement.» Le réalisateur signe L'école autrement, un documentaire de 52 minutes qui sera diffusé le 11 avril sur les ondes de Télé-Québec et disponible en ligne. Des politiciens, enseignants, syndicalistes et experts se prononcent notamment sur le système d'école à trois vitesses qui écrème les élèves avec les classes dites «régulières», les programmes particuliers sélectifs et les écoles privées.

«C'est comme si, aujourd'hui en 2023, nous étions revenus à la situation de 1960», soulignera devant la caméra le sociologue Guy Rocher, en revenant sur la Commission Parent qui fut mise sur pied en 1961 et qui répondait à des problèmes de profondes inégalités. «Ce qu'on voit aujourd'hui, c'est un échec de ce que nous avons voulu, dit-il. J'appellerais même ça une trahison de ce que nous avons voulu.» En 2016, le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) a statué que l'école québécoise était la plus inégalitaire au pays. Un «engrenage de la pauvreté» qui inquiète Érik Cimon, qui affirme que «de plus en plus de jeunes passent entre les mailles du filet» et dénonce un diktat des notes, des bulletins et des examens.

«Nous sommes dans un système qui valorise la compétition et l'individualisme, croit-il. La Commission Parent date de 60 ans, il serait temps d'en avoir une autre. Cela a aidé le Québec à sortir d'une éducation élitiste». Il plaide pour une école avec un décloisonnement entre le privé et le public, avec une meilleure répartition des élèves qui ont des problèmes d'apprentissage ou de comportement, dont plusieurs se retrouvent dans les écoles ordinaires.

Il dit avoir eu «toute la misère du monde» à trouver des enseignants qui ont accepté de témoigner devant la caméra de leurs conditions de travail et du manque de ressources pour les élèves. «Ils avaient tous peur de perdre leur emploi ou de vivre un enfer dans leur milieu de travail parce qu'ils dénoncent», dit-il.

Érik Cimon, 56 ans, garde un mauvais souvenir de son passage à l'école primaire puis à l'école secondaire, qu'il a fréquentées au public comme au privé. «Je n'avais pas l'impression que j'étais là pour apprendre, j'avais l'impression qu'on nous bourrait le crâne et qu'on voulait nous faire entrer dans un moule», lance-t-il.

L'arrivée de son enfant au primaire a également été un moteur de sa réflexion. «J'espère que, d'ici quelques années, ça va évoluer au niveau pédagogique et des bâtiments, dit-il. Il n'y a pas deux humains qui apprennent de la même manière, ni à la même vitesse. Il faut défaire la structure du système scolaire pour que ce soit possible d'avoir un parcours atypique.» Le documentaire dresse un portrait sombre de la situation, mais se veut également porteur d'espoir et à la recherche de solutions. «Les solutions, elles sont connues depuis longtemps», lance-t-il. «C'est un enjeu de société de la plus haute importance, ajoute Érik Cimon. Si on n'arrive pas à éliminer les inégalités sociales, s'il y a trop d'écarts, il va y avoir un clash social comme on le voit dans d'autres pays.» L'école autrement sera diffusé le 11 avril sur les ondes de Télé-Québec.

[Retour à la table des matières](#)



## **Des changements pour les aînés d'aujourd'hui et ceux de demain**

COURRIER LAVAL – 11 AVRIL 2023 – WEB

<https://courrierlaval.com/changements-aines-aujourd'hui-et-ceux-demain-aqdr/>

L'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) a applaudi le dévoilement de l'étude Vieillir au Québec : constats et solutions pour un meilleur système de retraite publiée le 5 avril par l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques.

Elle estime que cette contribution supplémentaire «démontre la nécessité d'agir face à l'appauvrissement et la précarisation des aînés du Québec».

«L'étude de l'IRIS ne constitue ni plus ni moins qu'un regard complet sur les failles de notre système de retraite et expose les différentes classes de retraités du Québec : ceux qui ont accès à des revenus de retraite de source privée et ceux qui n'ont accès qu'aux prestations publiques de base», note le Lavallois Pierre Lynch, président de l'AQDR, par communiqué.

L'Association précise que l'existence de différentes classes de retraités contribue à accentuer le phénomène de la pauvreté cachée chez les aînés. Comme les prestations publiques de base n'atteignent pas le seuil du revenu viable, soit un revenu nécessaire afin de vivre dignement, être limité à ces revenus signifierait de vivre dans une situation de précarité et faire face à des choix difficiles.

«Les constats de l'IRIS sont clairs : le système de retraite actuel est inégalitaire, mais heureusement, des solutions sont envisageables», ajoute Pierre-Claude Poulin, responsable du comité Revenu et fiscalité de l'AQDR.

L'IRIS cite l'exemple d'un triple lock, comme au Royaume-Uni, qui est une solution partielle permettant d'assurer une croissance suffisante des revenus de retraite pour ne pas aggraver la situation. «L'AQDR revendique ce mécanisme depuis de nombreuses années et c'est assurément une mesure à mettre en place rapidement», stipule M. Poulin.

La principale solution mise de l'avant par l'IRIS est toutefois l'instauration d'un Régime général d'épargne-retraite (RGER) avec participation et cotisation obligatoire des employeurs n'offrant pas un régime de qualité. L'AQDR appuie cette solution qui permettrait de préparer l'avenir des prochaines générations d'aînés, mais souligne également la nécessité d'agir maintenant pour les aînés d'aujourd'hui.

«Nous devons sortir de ce cercle vicieux afin d'éviter de perpétuer les failles de notre système de retraite dans le futur. Toutefois, il faut également corriger la situation des générations actuelles. Des mesures plus immédiates devront donc être envisagées et sont revendiquées par l'AQDR, comme la bonification des prestations publiques et des crédits d'impôt destinés aux aînés, et ce, en utilisant le seuil de revenu viable comme cible», complète M. Lynch. (N.P.)

[Retour à la table des matières](#)



## **Logement et itinérance: Denis Trudel vient constater la situation à Trois-Rivières**

LE NOUVELLISTE – 12 AVRIL 2023 – SITE WEB

Par : Sébastien Lacroix

<https://www.lenouvelliste.ca/2023/04/12/logement-et-itinerance-denis-trudel-vient-constater-la-situation-a-trois-rivieres-affc43cbec5affbaa1929264dbfad61>

Alors que la pénurie de logements frappe de plein fouet et que l'itinérance est de plus en plus visible à Trois-Rivières, le porte-parole en matière de Solidarité sociale du Bloc québécois, Denis Trudel, était de passage dans la région afin de rencontrer des intervenants sur le terrain qui lui ont témoigné de leur réalité. Des discussions bouleversantes qu'il n'a pas hésité à qualifier «d'histoires d'horreur».

«Les gouvernements ne prennent pas la mesure de la crise que l'on vit actuellement au Québec», a déploré le député de Longueuil–Saint-Hubert, lors d'un point de presse dans le hall de l'hôtel Delta où les rencontres se sont tenues avec les gens du milieu.

Le tout s'est fait en présence des députés de Trois-Rivières, René Villemure, et de Berthier-Maskinongé, Yves Perron, où la crise du logement frappe. Si la situation est bien documentée à Trois-Rivières – où la SCHL parle d'un taux d'inoccupation de 0,9% – celle de Maskinongé crée une forte pression à la hausse sur les prix, ce qui pousse de plus en plus de gens vers la précarité.

Le but de l'exercice est de documenter la situation de toutes les régions afin d'alimenter les interventions du Bloc québécois en ce qui concerne la Stratégie nationale sur le logement et le programme «Vers un chez soi», qui doit être bonifié et amélioré en vue de son renouvellement en 2024. «On veut dresser un portrait plus juste afin de suggérer des politiques plus affinées et plus efficaces», souligne Denis Trudel.

«Ce dont je me rends compte en venant à Trois-Rivières [mardi], c'est que cette Stratégie-là n'a pas aidé à venir combler les gens de Trois-Rivières et de la Mauricie. Au contraire, la crise s'accroît. Les gens sur le terrain sont venus nous dire que les besoins sont pires qu'il y a cinq ans quand le fédéral a lancé une Stratégie nationale sur le logement. Une stratégie mal ciblée et des programmes mal fagotés [...] qui font en sorte que ça n'aide personne», a-t-il plaidé.

«Il faut investir de l'argent là où sont vraiment les besoins pour aider les plus démunis de la société, a-t-il lancé. La montée de la crise et la rareté des logements font en sorte que des ménages qui pouvaient se payer des logements il y a cinq ou dix ans, maintenant, ce n'est plus abordable. On ne parle plus juste de gens qui sont sans travail, mais de familles où papa et maman travaillent.»

En plus du manque de logements sociaux et de logements abordables, le Bloc québécois veut également s'attaquer au manque de ressources en itinérance, alors qu'il déplore que le fédéral se soit retiré du programme «Vers un chez soi» visant à prévenir et à réduire l'itinérance et qui a été mis sur pied pendant la pandémie de COVID-19.

«Le fédéral a retiré ses billes en se disant que "la pandémie est finie, les problèmes sont finis, on n'en parle plus". Eh bien non, ce n'est pas ce qu'on voit sur le terrain. Il y a de plus en plus de populations fragilisées et il faut que ce programme-là soit indexé pour faire face aux enjeux», insiste le porte-parole du Bloc québécois en matière de Solidarité sociale.



«Maintenant que la pandémie est derrière nous, les besoins ne sont pas moins là. C'est le cas ici à Trois-Rivières, dans Maskinongé, à Shawinigan, à La Tuque aussi où l'on voit apparaître de l'itinérance plus visible. Il y en avait avant, mais ce l'est encore plus maintenant», indique Denis Trudel.

Le député Yves Perron estime quant à lui qu'il faudrait également penser à disperser les services en itinérance ailleurs qu'à Trois-Rivières, avec la création d'une ressource dans Maskinongé, par exemple. «Ce n'est pas parce que c'est rural qu'il n'y a pas d'enjeux d'itinérance, bien au contraire», a-t-il fait valoir.

[Retour à la table des matières](#)



## **Pousser l'horticulture vers le haut**

LES AFFAIRES – 12 AVRIL 2023 – WEB

PAR : MAXIME BILODEAU

<https://www.lesaffaires.com/dossier/agri-agro-allier-rendement-et-pratiques-durables/pousser-lhorticulture-vers-le-haut/640408>

AGRI-AGRO. Les plantes font peu de cas du fait de pousser en couches superposées. Pour les entreprises qui misent sur l'agriculture verticale, ce choix est non seulement synonyme de rendements plusieurs fois supérieurs à ceux obtenus au champ et en serre, mais aussi d'empreinte écologique minime.

Sarah Lussier, présidente-directrice générale et responsable des opérations de la ferme Verti, à Cap-Santé, dans la région de Portneuf, en sait quelque chose. Depuis l'été dernier, la ferme intérieure en culture hydroponique produit des fines herbes, des micropousses et des légumes feuilles exempts d'OGM et de pesticides. « Comme nous cultivons en hauteur, sur plusieurs étagères, nous maximisons chaque pied carré dans nos installations. Et le fait que nos plantes poussent dans des bassins d'eau et non à même le sol diminue la présence d'agents pathogènes, d'insectes nuisibles et de ravageurs », explique celle qui a fondé cette entreprise avec son conjoint Dominic Martel, originaire du coin.

De plus, la culture hydroponique permet de faire circuler l'eau en circuit fermé, ce qui assure une meilleure gestion de l'irrigation et de la fertilisation. Sans parler des économies de cette précieuse ressource qu'est l'eau douce — on estime qu'elle compose seulement 3 % des ressources aquatiques totales sur Terre.

Ajoutez à cela un grand contrôle sur les conditions de production à l'intérieur de la serre de 4000 pieds carrés, et vous obtenez une « solution bénéfique d'adaptation aux changements climatiques qui convient à la production en milieu éloigné, voire aride », lit-on dans une récente édition du BioClips, un bulletin de veille économique du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

### Technologie québécoise

Tout n'est pas rose, bien sûr. Hormis les investissements élevés de départ pour se procurer les équipements nécessaires, il faut procéder à des aménagements minutieux afin de rendre sécuritaire cette méthode de production horticole. « Ça reste qu'on travaille avec de l'eau et de l'électricité ! s'exclame Sarah Lussier. On ne veut pas faire n'importe quoi. »

C'est pourquoi la ferme Verti a cogné à la porte de LBM Agtech, spécialisée dans la construction de serres hydroponiques intérieures pour une culture à grande échelle. L'entreprise, située à Laval, propose un « design unique » en instance de brevet qui « permet de cultiver des produits maraîchers frais à longueur d'année », lit-on sur son site web.

« Nous avons développé une technologie capable de récupérer l'eau dans l'air, puis de la réinjecter dans les installations. Cela diminue de 90 % la consommation d'eau par rapport à une serre standard », affirme Richard Giunta, président et cofondateur de LBM Agtech, qui a remporté le prix Startup d'exception lors de la troisième édition du Grand Colloque Agtech du Québec, en décembre dernier.



La Boîte maraîchère, la société sœur de LBM Agtech, recourt d'ailleurs à ces solutions technologiques pour produire des laitues en vente sur les rayons d'IGA et de Rachele-Béry. À l'heure actuelle, trois complexes signés LBM sont en activité dans la province, ce qui représenterait une réduction d'environ 1200 tonnes de gaz à effet de serre par an selon l'entreprise.

« Notre modèle d'affaires est assez unique en son genre ; il permet d'obtenir un rendement de l'investissement en moins de cinq ans », indique Richard Giunta. Pour l'entrepreneur, les projets comme les siens constituent la clé pour améliorer l'autonomie alimentaire. « Nourrir les communautés nordiques, nombreuses au Québec, implique de faire preuve d'innovation technologique. »

#### D'autres innovations

Pasteurisation, refroidissement, livraison, maintenance, assainissement... Suivre les aliments de la ferme à la table tout au long de la chaîne d'approvisionnement est un véritable défi, surtout en cas d'éclosion bactérienne. Normex propose une solution clé en main aux entreprises du secteur agroalimentaire pour automatiser ce processus et ainsi générer moins de paperasse. La société de logiciels de Gatineau étend ces jours-ci ses services à l'Ontario et aux États-Unis.

Produire des aliments en quantité industrielle génère des tonnes de résidus qui, trop souvent, prennent le chemin du dépotoir. Prorec capte ces « coproduits alimentaires » et autres « écarts de production », les valorise, puis les vend aux agriculteurs pour nourrir leurs animaux. Selon l'entreprise de Saint-Hyacinthe, donner ainsi une seconde vie à des dizaines de milliers de tonnes métriques d'aliments réduit le gaspillage alimentaire et évite l'émission de 57 000 tonnes de gaz à effet de serre par année.

[Retour à la table des matières](#)



## Québec investit pour créer de nouvelles places en centre de répit pour personnes handicapées

LE DEVOIR – 12 AVRIL 2023

Par : Florence Morin-Martel

<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/788813/quebec-investit-dans-plus-de-repit-pour-les-proches-de-personnes-handicapees>

Québec allouera 10 millions de dollars par année pendant cinq ans pour créer de nouvelles places en centre de répit pour personnes handicapées de tous âges. Il s'agit d'un « premier pas », a souligné le ministre responsable des Services sociaux, Lionel Carmant.

Le chef caquiste, François Legault, avait promis l'été dernier qu'advenant sa réélection, des sommes deux fois plus importantes -- 25 millions par année pendant quatre ans -- seraient allouées pour créer 500 nouvelles places dans les centres de répit. La promesse sera tenue, a assuré M. Carmant mercredi, en point de presse à Montréal.

Les services de répit offrant des soins aux personnes handicapées hors de chez elles sont une véritable « bouffée d'air » pour les familles, a affirmé la députée caquiste de Soulanges, Marilyne Picard.

Cette dernière, qui est aussi mère d'une fille de 11 ans lourdement handicapée, a soutenu que les soins prodigués au quotidien sont « très demandants ». Pour les proches, avoir ?à proximité un organisme leur permettant de souffler « va faire toute la différence entre garder notre enfant et le placer », a-t-elle fait valoir.

Si certains parents apprécient le fait d'avoir accès à un hébergement temporaire de quelques jours pour leur enfant, d'autres préfèrent avoir des services de répit à domicile, a soulevé Mme Picard. Les 50 millions de dollars serviront donc aussi à financer ce type de soutien.

Outre la création de nouvelles places de répit, une partie des sommes annoncées viendra consolider les places existantes, a précisé le ministre. « On est en début de discussion sur comment l'argent va être réparti à travers le Québec et selon les besoins de chaque organisme », a-t-il dit.

Des besoins « beaucoup plus grands »

De son côté, Répit Québec salue l'annonce du ministre Carmant tout en soulignant que les besoins en la matière sont beaucoup plus grands que les sommes annoncées. « Depuis des années, on a négligé ce secteur », soutient Carolyne Lavoie, chargée de projet de ce réseau québécois pour le répit des familles de personnes handicapées.

Des régions comme la Gaspésie et l'Abitibi-Témiscamingue disposent de moins de services de ce type, soulève-t-elle. « On s'attend vraiment à ce qu'il y ait un investissement peut-être supplémentaire pour certaines régions. »

La pénurie de main-d'oeuvre est aussi un défi majeur pour les différents organismes, fait remarquer Mme Lavoie. « Si on n'a pas de ressources humaines pour travailler en répit, il y a des ressources qui vont devoir fermer », déplore-t-elle.





La députée libérale Elisabeth Prass souligne l'importance d'allouer des sommes afin que les centres de répit puissent offrir des « salaires compétitifs » à leurs employés et favoriser ainsi leur rétention. « Les moyens ne sont pas là pour offrir à chaque famille du répit, et ce, considérant la forte demande », soutient celle qui est mère d'un garçon de 9 ans lourdement atteint du trouble du spectre de l'autisme.

De son côté, le député péquiste Joël Arseneau affirme qu'il y a « énormément à faire pour aider les proches aidants », notamment dans le financement des organismes communautaires qui leur offrent de l'aide psychologique et du répit.

Une meilleure inclusion sociale des personnes handicapées soulagerait les familles en amont, estime pour sa part Christine Labrie, députée de Québec solidaire. « On a une responsabilité collective pour plus d'inclusion sociale, par exemple en rehaussant le programme d'adaptation de domicile, qui n'a pas été rehaussé depuis très longtemps, et en développant le transport adapté et collectif. »

[Retour à la table des matières](#)



## **Ma famille, ma communauté : un programme pour éviter que les jeunes en difficulté soient déracinés**

*CIMT/CHAU – 14 AVRIL 2023 – WEB*

Par: Louis-Philippe Morin

<https://cimtchau.ca/nouvelles/ma-famille-ma-communaute-un-programme-pour-eviter-que-les-jeunes-en-difficulte-soient-deracines/>

Un nouveau programme pour éviter qu'un enfant ne soit déracinée de sa famille ou sa région sera mis en place dans la MRC d'Avignon. Une somme de trois millions de dollars y sera investie. Ma famille, ma communauté est déjà expérimentée ailleurs au Québec et a fait ses preuves. Ma famille, ma communauté fait appel aux organismes communautaires, aux intervenants sociaux, aux enseignants... à tout le monde, afin de mettre l'épaule à la roue pour qu'un enfant, autrefois trébuché d'une famille d'accueil à une autre, demeure dans sa région, près de ceux qu'il connaît.

Québec avait mandaté Catherine Blouin, députée de Bonaventure, pour représenter le ministre des Services sociaux afin de dévoiler les lignes du nouveau programme Ma famille, ma communauté dans la Baie-des-Chaleurs.

« On dit que ça prend tout un village pour élever un enfant. Avec Ma famille, ma communauté, on vient concrétiser cette vision-là. », lance Catherine Blouin, députée de Bonaventure.

Le projet vise à éviter qu'un enfant ou un adolescent soit placé dans une ressource d'hébergement loin de sa famille... ou même de sa région.

« L'esprit du programme Ma famille, ma communauté, c'est de travailler avec l'ensemble des partenaires pour trouver des solutions pour, peut-être, – et c'est ce qu'on recherche –, éviter qu'un enfant soit placé dans une famille d'accueil ou du moins, s'il doit être placé, qu'il soit placé dans sa communauté. », précise Danielle Lagacé, coordonnatrice du projet Ma famille, ma communauté au CISSS de la Gaspésie.

Pour réussir, les coordonnateurs du nouveau programme aideront les familles à identifier des ressources communautaires de proximité qui pourraient leur venir en aide momentanément.

« Un parent qui aurait besoin d'aide pour une recherche d'emploi dont l'enfant vit des difficultés... Un papa qui aurait une problématique d'impulsivité, on pourrait orienter ces parents-là avec nos organismes qui sont responsables de ce mandat-là, à venir réfléchir avec nous à des solutions. Afin d'éviter que l'enfant soit placé. », ajoute madame Lagacé.

Inspirée d'une idée américaine, le programme est implanté un peu partout dans la province et la MRC d'Avignon est l'un des points choisis pour établir cette nouvelle démarche.

« Oui, donc le projet est en déploiement dans 14 des secteurs du Québec. C'est la neuvième annonce d'une série, aujourd'hui. Et l'objectif, bien sûr c'est de poursuivre le déploiement partout au Québec. », affirme la députée de Bonaventure.

3 millions de dollars sont investis dans ce programme et le travail est colossal.

« Actuellement, la personne principale qui est embauchée via le programme, c'est Danielle. Elle permet la mise en marche. C'est une coordonnatrice régionale. Elle travaille avec les équipes.



Elle a un rôle de coordination des ressources existantes et c'est beaucoup au niveau du milieu communautaire. », dit fièrement le PDG du CISSS de la Gaspésie, Martin Pelletier.

Avec le nombre diminuant de familles d'accueil en Gaspésie et dans la province, ce nouveau programme permettra de faire grandir les jeunes avec l'aide de toute une communauté.

[Retour à la table des matières](#)



## **Nouveau campement d'itinérants sur l'avenue du Parc, une situation «inquiétante»**

MÉTRO – 15 AVRIL 2023 – WEB

Par : Zoé Arcand

<https://journalmetro.com/actualites/montreal/3053851/nouveau-campement-ditinerants-sur-la-rue-du-parc-une-situation-inquietante/#:~:text=Le%20campement%20observ%C3%A9%20par%20M%C3%A9tro,un%20rapport%20d%C3%A9pos%C3%A9%20d%C3%A9but%20mai.>

Alors que la saison chaude vient à peine de débuter à Montréal, des campements d'itinérants se dressent déjà dans des endroits inusités de la métropole. Trois tentes, entre autres, sont apparues en début de semaine au coin des avenues du Parc et des Pins. Sans se prononcer sur ce campement spécifiquement, la directrice du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), Annie Savage, s'avoue inquiète, mais pas surprise.

C'est inquiétant c'est sur. Il n'y a personne qui se dit: « ah quelle belle qualité de vie que de vivre entre deux artères ». – Annie Savage, directrice du RAPSIM.

La directrice du RAPSIM qualifie la naissance des campements d'un «symptôme du manque de réponse adaptée». Elle craint et critique le «démantèlement systématique» opéré par la Ville en vertu de ses règlements quand vient le temps de gérer ce phénomène. «Tout ce qu'on fait, c'est mettre à risque les personnes», dit-elle, puisqu'ils se reculent dans des secteurs plus cachés et isolés, loin de leurs réseaux et des travailleurs de rues.

L'organisme a officialisé sa posture en lien avec les campements lors du démantèlement du campement Notre-Dame en 2020, qui a marqué l'imaginaire des Montréalais et Montréalaises. «Si on est mal à l'aise de voir des gens vivre en campement, il faut investir. On ne peut pas se dire que comme on ne voit plus de tentes, il n'y a plus de problème», dit Mme Savage.

«Ce n'est pas nouveau, dit-elle, il y a plusieurs campements partout». Rien de neuf sous le soleil, donc. Le RAPSIM est le regroupement montréalais en itinérance en plus d'être la plus importante concertation régionale en itinérance au Québec. Plusieurs membres de ce regroupement pratiquent le travail de rues pour venir en aide aux personnes sans domicile directement sur le terrain.

Métro n'a pas pu s'entretenir avec les habitants du campement, mais tout indique qu'il s'agit d'un campement itinérant.

### Le rôle de la Ville et des interventions policières

Selon une personne travaillant sur un chantier non loin du campement au coin des avenues du Parc et des Pins, qui a demandé à rester anonyme, «la police est passée au courant de la semaine pour parler avec les personnes» habitant dans les tentes. Une seule d'entre elles était sur les lieux.

Lorsque l'apparition d'une tente est signalée au service de police, «une évaluation est faite afin de déterminer s'il y a un risque imminent (incendie, circulation, criminalité). Si c'est le cas, la Ville de Montréal doit intervenir pour la sécurité de tous et toutes», a indiqué la responsable aux communications du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Caroline Labelle.



Celle-ci rappelle que la position du SPVM n'est pas décisionnelle dans le cas des campements urbains. Du côté de la Ville, on affirme agir au cas par cas pour déterminer le type d'action à privilégier.

Lorsqu'un campement est jugé non-sécuritaire, «les personnes sont informées qu'elles ne peuvent pas rester», indiquent les responsables de la communication de la Ville. Ces personnes seraient ensuite redirigées vers les ressources disponibles.

Quant à ces ressources, la Ville renvoie la balle dans le camp du ministère de la Santé et des Services sociaux. Dans le secteur concerné par le nouveau campement, celui-ci a ouvert un refuge à même l'Hôtel-Dieu, en 2011, fait savoir la Ville de Montréal.

Le Plateau-Mont-Royal et la Ville-Centre ont augmenté initiatives et les soutiens financiers aux organismes qui œuvrent auprès des personnes en situation d'itinérance. «Une brigade de travailleurs de proximité a notamment été mise en place dans le secteur de l'Hôtel-Dieu avec l'organisme Plein Milieu», rappelle la Ville.

Le corps policier agit «en soutien» quand vient le temps d'appliquer les règlements, explique-t-elle. Avant de démanteler les campements, ils attendent donc de recevoir une demande officielle des propriétaires des terrains touchés, qu'il s'agisse de la Ville ou des propriétaires privés.

Car bien qu'il y ait les consignes transversales officielles de la ville, il y a des dynamiques propres à chaque quartier. «Les policiers sur le terrain connaissent très bien les dynamiques et les manques d'alternatives. Ils savent que s'ils démantèlent [un campement], le monde va avoir nulle part où aller», dit la directrice du RAPSIM, Mme Savage. Elle assure qu'il «semble y avoir une tolérance non officielle», à ce niveau.

Effectivement, le SPVM rappelle avoir entrepris «depuis longtemps» un virage visant à éviter la judiciarisation inutile des personnes en situation d'itinérance.

Notre philosophie d'opération s'appuie sur la collaboration avec nos partenaires et l'intervention en mode d'accompagnement – référence auprès des ressources communautaires

Caroline Labelle, responsable aux communications du SPVM.

Plusieurs équipes mixtes comme l'EMRII, l'ESUP, les Patrouilles conjointes autochtones, et l'EMIC patrouillent la ville pour «soutenir et aider les personnes itinérantes», fait savoir Mme Labelle.

### Un manque d'alternatives

Le campement observé par Métro se trouve à un jet de pierre de l'Hôtel-Dieu et à quelques mètres de Milton-Parc. L'an dernier, l'ombudsman de la Ville de Montréal, Nadine Mailloux, qualifiait la situation itinérante dans ce secteur d'une «crise humanitaire» dans un rapport déposé début mai.

Elle émettait alors cinq recommandations pour que la Ville de Montréal et les autorités passent à l'action pour améliorer la situation dans le secteur. Les personnes à risque y sont principalement des Inuits.

La directrice du RAPSIM réitère la problématique liée au manque d'alternatives au démantèlement. Elle lance un appel à la Ville et à l'ensemble des acteurs institutionnels: «il faut



réfléchir sérieusement au phénomène et à nos responsabilités. Si on n'est pas capables d'offrir de réelle alternative, comment on veut soutenir les personnes qui campent» dans l'espace public?

Les pouvoirs publics doivent investir massivement et rapidement. [...] Aucun partenaire n'est en mesure de répondre parce que l'infrastructure nécessaire n'existe pas. On n'est pas équipé.

Annie Savage, directrice au RAPSIM

Le réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal demande à ce que les pouvoirs soutiennent les campements plutôt que les démanteler. «La Ville doit apporter son soutien dans son champ de conséquence», réclame la directrice de l'organisme. Elle mentionne les besoins de poubelles et d'installations sanitaires à proximité de ces campements.

«Les campements sont des initiatives autogérées, et de solidarité. Si la Ville était en soutien plutôt que dans une approche de répression, on en serait ailleurs», juge Mme Savage.

Au moment où ces lignes sont écrites, la Ville de Montréal n'a pas donné de retour à Métro.

[Retour à la table des matières](#)



**Champs d'action à l'international**



## **Sécurité alimentaire au Burkina : « Si rien n'est fait, environ 3.351.000 personnes qui vont être dans des situations assez compliquées »**

*BURKINA 24 – 3 AVRIL 2023 – WEB*

Par : Sié Frédéric Kambou

<https://burkina24.com/2023/04/06/securite-alimentaire-au-burkina-si-rien-nest-fait-environ-3-351-000-personnes-qui-vont-etre-dans-des-situations-assez-compliquees/>

En vue de trouver des solutions durables contre l'insécurité alimentaire au Burkina Faso, Plan Burkina, avec ses partenaires, a organisé des panels de réflexions sur la sécurité alimentaire, ce jeudi 6 avril 2023, à Ouagadougou.

Cette initiative dénommée initiative de plaidoyer pour des solutions durables contre l'insécurité alimentaire au Burkina Faso est une action conduite en synergie avec les acteurs majeurs engagés dans le domaine de la sécurité alimentaire au Burkina Faso.

Selon Anika Krstic, représentante résidente par intérim de Plan international Burkina Faso, cette initiative comporte trois étapes majeures : « Un cadre de concertation et de réflexion, Une campagne média, et une action de plaidoyer à l'endroit des titulaires de responsabilité et d'obligation ».

En se référant aux prévisions du comité de prévision de la sécurité alimentaire, pendant la période de soudure, la situation deviendra encore plus critique avec plus de 3.500.000 personnes en insécurité alimentaire, si rien n'est fait. Ce qui témoigne de l'urgence d'agir, d'où la nécessité de prendre des décisions synergétiques.

Après donc l'étape de Manga qui s'est tenue le 7 mars dernier, il était important de tenir une deuxième étape à Ouagadougou dans l'optique de trouver des éléments complémentaires. « Aujourd'hui durant nos différentes sessions d'échanges, nous discuterons sur les défis liés à la sécurité alimentaire et les perspectives éventuelles. Puis, nous parlerons des solutions durables inédites pour juguler la sécurité alimentaire au Burkina Faso », a informé Anika Krstic.

Bakoné Emilien est le secrétaire exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire, représentant le ministre de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques. A l'écouter, il y a un déficit brut au niveau de la campagne 2022/2023, environ 72.000 tonnes. Ce qui lui revient à dire qu'« en situation projetée, notamment en période de juillet, août, septembre, si rien n'est fait, nous aurons environ une population de 3.351.000 personnes qui vont être dans des situations assez compliquées en matière d'alimentation ».

Par ailleurs, il renchérit que des dispositions seront prises, avec l'appui des partenaires pour palier le problème. « Si on prend un peu en compte tout ce qui concerne les prévisions en terme d'importations, les aides que nous espérons, on va se retrouver donc avec un excédent d'environ 600 000 tonnes.

Il faut reconnaître que la situation est assez difficile au niveau de la population, mais nous travaillons donc avec les différents acteurs, les différents partenaires, pour apporter de l'assistance alimentaire aux populations, également leur permettre de préserver leur moyen d'existence, et mettre en œuvre des actions de relèvement au profit de ces populations », a indiqué le représentant du ministre en charge de l'agriculture.





Bakoné Emilien est le secrétaire exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire, représentant le ministre de l'agriculture des ressources animales et halieutiques

A l'issue de cette journée, des panels de concertation et de réflexion seront menés sur différentes thématiques : « Insécurité alimentaire au Burkina Faso : Défis récurrents et perspectives. Qui seront les acteurs de la chaîne et quels rôles et synergie pour une action efficace ? Et si l'on parlait des solutions durables inédites pour juguler l'insécurité alimentaire au Burkina Faso pour les années à venir ».

[Retour à la table des matières](#)



## **Sahel : près d'un million d'enfants exposés à la malnutrition en raison de l'insécurité**

TV5 MONDE – 7 AVRIL 2023 – SITE WEB

Par : Rebecca Blackwell (AP)

<https://information.tv5monde.com/afrique/sahel-pres-d-un-million-d-enfants-exposes-la-malnutrition-en-raison-de-l-insecurite-494512>

En 2023 au Sahel, la malnutrition aiguë sévère va frapper près d'un million d'enfants de moins de cinq ans au Mali, au Niger et au Burkina Faso, alerte ce 7 avril l'Unicef.

Près d'un million d'enfants de moins de cinq ans seront exposés en 2023 à une malnutrition aiguë sévère au Niger, au Burkina Faso et au Mali, des pays sahéliens confrontés à des attaques djihadistes, a mis en garde l'Unicef vendredi.

"Environ 970.000 enfants" sont concernés dans ces trois pays pauvres et frontaliers en proie à l'insécurité, souligne le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) dans un communiqué.

Le Niger est le pays le plus touché, avec une prévision de 430.000 enfants malnutris aigus sévères cette année. Néanmoins, "c'est 60.000 enfants de moins qu'en 2022, une diminution qui peut être attribuée à la forte mobilisation du gouvernement du Niger, de l'Unicef et de ses partenaires", selon l'organisme onusien.

Au Mali en revanche, le phénomène devrait prendre de l'ampleur. Selon les prévisions, il devrait croître de 18,4% cette année et affecter 367.000 enfants. "L'insécurité et les conflits croissants signifient que la vulnérabilité augmente dans la région et qu'il est de plus en plus difficile d'aider les communautés dans les zones isolées" confrontées aux attaques djihadistes, a déclaré la directrice régionale de l'Unicef pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Marie-Pierre Poirier.

(Re)lire : Sahel central : Dix millions d'enfants menacés par l'insécurité selon l'Unicef

L'augmentation de l'insécurité alimentaire et des prix des denrées affecte également la qualité de l'alimentation des jeunes enfants au Sahel. D'ores et déjà 82% des jeunes enfants (6-23 mois) y sont en situation de pauvreté alimentaire, ce qui signifie qu'ils ne sont pas nourris avec le régime alimentaire minimum dont ils ont besoin, explique l'Unicef.

L'Unicef appelle les gouvernements à "placer la nutrition infantile au premier rang des priorités nationales" et "accroître les investissements nationaux dans la prévention, la détection et le traitement précoces de la malnutrition."

[Retour à la table des matières](#)



## **Les céréales tirent les prix alimentaires à la baisse**

LA FRANCE AGRICOLE – 8 AVRIL 2023 – SITE WEB

<https://www.lafranceagricole.fr/actualites/article/838952/les-cereales-tirent-les-prix-alimentaires-a-la-baisse>

Les prix mondiaux des céréales ont reculé de 5,6 % sur un mois, selon la FAO.

À des niveaux encore « très élevés », les prix mondiaux des denrées alimentaires reculent pour le douzième mois consécutif. Ils s'affichent en repli de 20,5 % en mars 2023 par rapport au même mois de 2022 quand les marchés accusaient les premiers effets de la guerre en Ukraine.

« L'abondance de l'offre, la faiblesse de la demande d'importations et l'extension du [corridor céréalier maritime permettant les exportations d'Ukraine, NDLR] ont contribué à cette baisse » des prix mondiaux des produits alimentaires. C'est ce que révèle l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ce vendredi 7 avril 2023. Sur un mois, son indice des prix, qui suit la variation des cours internationaux d'un panier de produits de base, a reculé de 2,1 % par rapport à son niveau de février. Il chute de 20,5 % « par rapport à son niveau record de mars 2022 ».

Les cours mondiaux du sucre augmentent

Le recul des prix des céréales (-5,6 % sur un mois) et des huiles végétales (-3 %) a compensé la hausse du sucre (+1,5 %), qui est à « son niveau le plus élevé depuis octobre 2016. Cela reflète les inquiétudes liées à la baisse des perspectives de production de sucre en Inde, en Thaïlande et en Chine », souligne la FAO. Le prix du blé a chuté de 7 %, « sous l'effet d'une forte production en Australie, de l'amélioration de l'état des cultures dans l'Union européenne, de l'importance des disponibilités en Russie et de la poursuite des exportations de l'Ukraine à partir de ses ports de la mer Noire ».

Les prix mondiaux du maïs ont baissé de 4,6 %, en partie du fait « des attentes d'une récolte record au Brésil », et ceux du riz de 3,2 %. Ceux des huiles végétales ont dévissé de 47,7 % sur un an. Pourquoi ? À cause de « l'abondance de l'offre mondiale et de la faiblesse de la demande d'importations qui ont fait baisser les cotations des huiles de soja, de colza et de tournesol ». Cette évolution a « plus que compensé la hausse des prix de l'huile de palme », qui s'explique par la baisse des niveaux de production en Asie du Sud-Est due aux inondations et aux restrictions temporaires à l'exportation imposées par l'Indonésie.

Le beurre toujours en hausse

« Si les prix ont baissé au niveau mondial, ils restent très élevés et continuent d'augmenter sur les marchés intérieurs, ce qui pose des problèmes supplémentaires en matière de sécurité alimentaire », a tempéré Máximo Torero, économiste en chef de la FAO. « C'est particulièrement le cas dans les pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires, la situation étant aggravée par la dépréciation de leurs monnaies par rapport au dollar américain ou à l'euro et par le fardeau croissant de la dette », a-t-il souligné.

Les prix du beurre ont par exemple augmenté « en raison de la forte demande d'importations ». Celui de la viande bovine a aussi légèrement progressé sous l'effet de la hausse des prix intérieurs aux États-Unis, « qui s'attendent à une diminution de l'offre à l'avenir ». Malgré l'apparition de foyers de grippe aviaire dans plusieurs grands pays exportateurs, les prix



mondiaux de la viande de volaille ont eux « baissé pour le neuvième mois consécutif en raison de la faiblesse de la demande mondiale d'importations ».

Par ailleurs, la FAO a mis à jour ses prévisions pour la production mondiale de blé en 2023. Elle prévoit une récolte de l'ordre de 786 millions de tonnes, « soit 1,3 % de moins que le niveau de 2022 ». Cette récolte serait toutefois la deuxième plus importante « jamais enregistrée », avec des superficies records en Asie.

[Retour à la table des matières](#)



## Des milliers d'écoles restent encore fermées en Afrique

DW – 11 AVRIL 2023 – SITE WEB

Par : Reliou Koubakin

<https://www.dw.com/fr/%C3%A1frigue-eleves-affectes-fermetures-ecoles-afrique-terrorisme-priorite-investissements/a-65254146>

L'Unicef et le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) invoquent l'insécurité. L'ONG NRC ajoute que les Etats africains investissent peu dans l'éducation.

Alors que des millions d'élèves vont retrouver le chemin des classes après les congés de Pâques, des milliers d'enfants du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Cameroun, de la Centrafrique, de la RDC, du Tchad, du Nigeria doivent rester chez eux, selon un communiqué du Conseil norvégien pour les réfugiés.

Selon cette ONG, près de la moitié des écoles fermées en Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale se trouvent au Burkina Faso. Plus de six mille écoles sont ainsi fermées depuis mai 2022.

Tom Peyre-Costa, conseiller régional Afrique centrale et de l'Ouest du Conseil norvégien pour les réfugiés dit sur la DW que "le Burkina Faso est le mauvais élève parmi les mauvais élèves quand on parle d'éducation".

"Le Burkina Faso est le mauvais élève parmi les mauvais élèves" (Tom Peyre-Costa)

02:05

Il ajoute : "et c'est évidemment la condition sécuritaire du pays qui a engendré cela. On aussi le cas d'occupation d'écoles par des familles déplacées qui ont dû fuir leurs villages."

Des milliers d'enfants privés d'éducation

Des pays touchés par les attaques djihadistes comme le Nigeria, avec une centaine d'écoles, le Mali plus d'un millier d'écoles, le Niger plus de 800 doivent aussi voir des milliers d'enfants privés d'éducation, selon le Conseil norvégien pour les réfugiés.

Au Niger, la grande majorité des écoles fermées se trouvent dans la région de Tillabéry, au niveau de la zone des trois frontières avec le Mali et le Burkina Faso.

Des écoles pour enfants déplacés existent par exemple au Niger mais c'est une réponse temporaire et d'urgence, selon Dorothee Thienot, spécialiste communication à l'Unicef au Niger.

"Ce qu'on voudrait, explique-t-elle sur la DW, c'est que sur le plan national, interne, il y ait une mobilisation des ressources et davantage de travail de prévention aux urgences, et notamment dans les zones qui ne sont pas encore touchées par l'insécurité. Faire en sorte que les enfants, comme les enseignants, soient préparés aux risques qu'ils peuvent courir."

Les enfants déplacés au Niger n'ont pas renoncé à leur éducation, malgré les insurrections de Boko Haram et d'Al-Qaïda dans le sud et l'ouest du pays

Au Niger, plus de 800 écoles sont fermées, privant, selon l'Unicef Niger, plus de 70.000 enfants d'éducation  
Image : Gazali Abdou/DW



Selon l'Unicef Niger, on compte encore 36.000 écoles paillotes au Niger. Et il faut construire trois mille classes par an, préconise l'organisation.

Des kalachnikovs remplacent les cris des écoliers

Dans ces fermetures d'écoles, l'Afrique centrale doit aussi relever le défi de l'éducation pour tous. Plus de trois mille écoles fermées au Cameroun, un peu moins de la moitié en RDC aussi des enfants affectés au Tchad et en Centrafrique.

Comme en Afrique de l'Ouest, le manque d'investissement dans l'éducation est en cause, selon Tom Peyre-Costa du Conseil norvégien pour les réfugiés. Il indique aussi que l'insécurité favorise la fermeture d'écoles.

"Dans les pays d'Afrique centrale, poursuit Tom Peyre-Costa, c'est bien souvent le bruit des kalachnikovs qui a remplacé les cris de joie des enfants dans les écoles."

Outre la privation d'écoles, les enfants doivent faire face au manque de nourriture. Selon l'Unicef, dix millions d'enfants sont menacés par l'insécurité alimentaire dans le Sahel central, c'est-à-dire le Niger, le Mali et le Burkina Faso.

[Retour à la table des matières](#)



**Actualité à surveiller**



**RIEN A SIGNALER**